



Secrétariat  
de l'Assemblée des  
Premières Nations  
du Québec  
et du Labrador

Secretariat of the  
Assembly of the  
First Nations  
of Quebec  
and Labrador

250, Place Chef Michel Laveau, suite 201, Wendake, QC G0A 4V0  
Tél.: (418) 842-5020 / 842-5274 FAX: 842-2660

## **EXCUSES DU PREMIER MINISTRE POUR LES TORTS CAUSÉS PAR LES PENSIONNATS INDIENS**

### **DÉCLARATION DE L'APNQL**

**11 juin 2008**

Aujourd'hui, le Premier ministre du Canada a présenté ses excuses aux survivants des pensionnats indiens en raison des abus que ceux-ci ont subis. Ces abus sont bien connus et méritent certainement des excuses du gouvernement canadien.

Plus de 15 000 personnes des Premières Nations du Québec ont connu cette période tragique, ont été arrachées de leur famille dès l'âge de 7 ans, pour être transportées dans un pensionnat, où elles devaient rester dix mois par année. L'objectif, clair et avoué, était d'assimiler le jeune autochtone à la société canadienne. La méthode était catégorique et cruelle. Les punitions physiques étaient fréquentes et atteignaient souvent des proportions inacceptables. Plusieurs y ont même perdu la vie.

Rapidement, les autorités des pensionnats ont réussi à instaurer chez ces enfants la honte d'être issus d'une Première Nation, d'être ce qu'ils sont. Leurs parents ont aussi développé la honte et le désarroi.

Les pensionnats ont laissé des traces importantes. Ses effets dévastateurs sont perceptibles dans plusieurs communautés.

Les victimes des pensionnats ne sont donc pas seulement celles qui y ont vécu. Beaucoup de personnes ont souffert et souffrent encore même si elles n'ont jamais fréquenté ces endroits. La douleur, la haine, la colère et l'incompréhension se transfèrent d'une génération à l'autre.

Est-il besoin de rappeler que les pensionnats font partie d'une stratégie globale d'assimilation, dont la pièce maîtresse est la *Loi sur les Indiens*, une loi toujours en vigueur aujourd'hui? Les valeurs derrière le système des pensionnats sont encore présentes aujourd'hui dans les actions du gouvernement canadien qui tente, depuis tout ce temps, de contrôler toutes les facettes de notre mode de vie, de la naissance à la mort, en passant par l'éducation.

Les Premières Nations du Québec et du Labrador se demandent comment le premier ministre peut s'excuser pour le scandale des pensionnats tout en ignorant totalement les situations de crise qui existent en ce moment même, et qui relèvent de la même politique ayant justifié la création des pensionnats.

Comment justifier, par exemple, le sous-financement chronique de l'éducation des Premières Nations, la clef de l'avenir de notre jeunesse? Comment justifier le sous-financement de nos services sociaux? Comment peut-on ignorer le grand nombre d'enfants qui sont placés hors de leur communauté parce qu'il n'existe aucun service de prévention au sein des communautés? Nos communautés souffrent de problèmes importants, ayant un lien direct avec le scandale des pensionnats. Pourtant, le gouvernement ne fournit pas les ressources utiles pour contrer la situation de crise. Il refuse toujours de verser à nos communautés des sommes comparables au reste de la population. Tandis que le Canada occupe le 4<sup>e</sup> rang selon l'Indice de développement humain, nos Premières Nations se situent au 68<sup>e</sup> rang.

Est-ce que le premier ministre s'excuse aussi pour cette situation?

Surtout, nous invitons aujourd'hui le gouvernement canadien à passer de la parole aux actes.

Si le gouvernement n'adopte pas des mesures concrètes, principalement envers nos jeunes, ses excuses n'auront aucun sens.